



Conseil économique
et social

Distr.
GÉNÉRALE

E/CN.3/1995/21
20 décembre 1994
FRANCAIS
ORIGINAL: ANGLAIS

COMMISSION DE STATISTIQUE
Vingt-huitième session
27 février - 3 mars 1995
Point 14 de l'ordre du jour provisoire*

COOPÉRATION TECHNIQUE

Coopération technique dans le domaine des statistiques

Rapport du Secrétaire général

RÉSUMÉ

L'on trouvera dans le présent rapport un résumé des programmes de coopération technique réalisés dans le domaine statistique par les organismes du système des Nations Unies et par plusieurs autres organismes multilatéraux pendant la période 1991-1994. Il constitue en outre une mise à jour du précédent rapport sur le sujet (E/CN.3/1993/17), qui portait sur la période 1989-1992.

Le rapport contient des informations sur les principaux éléments du programme de coopération technique du système des Nations Unies (par. 3-82), à savoir les activités de coopération technique du Secrétariat de l'ONU et des commissions régionales (par. 5-56) et celles des institutions spécialisées (par. 57-82). Les informations fournies par d'autres organismes multilatéraux sont résumées aux paragraphes 83 à 126, et le paragraphe 127 contient des points soumis à l'examen de la Commission de statistique.

* E/CN.3/1995/1.

/...

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragaphes</u>	<u>Page</u>
INTRODUCTION	1 - 2	3
I. PROGRAMMES DE COOPÉRATION TECHNIQUE DU SYSTEME DES NATIONS UNIES	3 - 82	3
A. Organisation des Nations Unies	5 - 56	4
B. Institutions spécialisées	57 - 82	17
II. AUTRES PROGRAMMES MULTILATÉRAUX DE COOPÉRATION TECHNIQUE	83 - 126	23
A. Office statistique de la Communauté européenne	83 - 97	23
B. Institut international de statistique	98 - 118	26
C. Organisation de coopération et de développement économiques	119 - 120	32
D. Institut interaméricain de statistique	121 - 126	32
III. QUESTIONS A EXAMINER	127	33
<u>Annexe</u>		
Tableaux statistiques		35

INTRODUCTION

1. A sa vingt-septième session, la Commission de statistique a prié le Secrétaire général de lui présenter, à sa vingt-huitième session, un rapport sur la coopération technique dans le domaine des statistiques¹. Compte tenu des vues exprimées par le Groupe de travail sur les programmes internationaux de statistiques et la coordination à sa dix-septième session (CN.3/1995/2), le présent rapport récapitule les activités entreprises dans le cadre des programmes de coopération technique dans le domaine des statistiques pendant la période 1991-1994, avec indication des dépenses correspondantes.

2. Les informations qui figurent dans le présent rapport et dans son annexe ont été fournies par les organismes concernés, qui ont répondu à un questionnaire adressé par la Division de statistique du Secrétariat de l'ONU. L'harmonisation des estimations fournies par les différents organismes a posé des difficultés considérables, certains de ces derniers jugeant difficile de faire ressortir et mesurer séparément les activités de coopération technique et celles relevant des programmes de travail ordinaires. Les informations présentées ici ne couvrant pas toutes les institutions qui disposent de programmes de coopération technique dans le domaine des statistiques, on n'a pas tenté d'établir les montants globaux des dépenses des institutions.

I. PROGRAMMES DE COOPÉRATION TECHNIQUE DU SYSTEME DES NATIONS UNIES

3. Les informations relatives aux programmes de coopération technique du système des Nations Unies proviennent de la Division de statistique du Secrétariat de l'ONU (UNSTAT) et des bureaux de statistique des commissions régionales, ainsi que de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), l'Organisation internationale du Travail (OIT), le Fonds monétaire international (FMI), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), l'Union postale universelle (UPU) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS). L'Office statistique de la Communauté européenne (Eurostat), l'Institut international de statistique (IIS), l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et l'Institut interaméricain de statistique ont également fourni des informations. Certains organismes ont présenté des déclarations écrites et des données, tandis que d'autres n'ont soumis qu'une déclaration ou que des statistiques.

4. Les tableaux de l'annexe donnent des renseignements chiffrés sur les dépenses pour les années 1991-1994, les chiffres de 1994 étant des estimations reposant sur les budgets de 1994 en début d'année civile. Les tableaux A.1 et A.2 donnent des informations sur les dépenses par organisation/organe et par grande catégorie de dépenses, le tableau A.3 porte sur les dépenses par organisation et par région et les tableaux A.4 et A.5 ont trait aux dépenses par organisation et par domaine d'activité.

/...

A. Organisation des Nations Unies

5. Le programme de coopération technique de l'ONU dans le domaine des statistiques relève des programmes du Département de l'information économique et sociale et de l'analyse des politiques du Secrétariat et des cinq commissions régionales. Créé officiellement le 1er avril 1993, le Département susmentionné a repris nombre de mandats et de fonctions de l'ancien département du développement économique et social ainsi que certaines attributions de l'ancien département de la coopération technique pour le développement. A des fins statistiques, il n'est fait mention que du nouveau département pour l'ensemble de la période couverte par le présent rapport (1991-1994). Il y a lieu de noter aussi qu'à la suite de la restructuration du Secrétariat de l'ONU, en 1993, les fonctions d'appui administratif et fonctionnel aux activités de coopération technique dans le domaine des statistiques ont été intégrées à UNSTAT.

6. L'objectif principal de la coopération technique dans le domaine des statistiques est d'appuyer la création de capacités nationales en aidant les pays en développement à améliorer les services et qualifications dans ce domaine. Pendant la période à l'examen, les efforts ont continué de porter sur le plein accès des pays en développement aux nouvelles techniques de collecte, de traitement et de diffusion des statistiques. L'accent a été mis plus particulièrement sur le règlement des problèmes propres aux pays les moins avancés dans le domaine des statistiques; la poursuite des travaux entrepris dans le cadre du Programme de mise en place de dispositifs nationaux d'enquête sur les ménages; l'amélioration des indicateurs par sexe sur la situation des femmes; et la promotion de l'application du système de comptabilité nationale révisé (SCN 1993) dans les pays en développement et les pays à économie en transition. En Afrique, en Asie, au Moyen-Orient, en Amérique latine/Caraïbes et en Europe orientale, les efforts ont porté sur le renforcement des systèmes nationaux de statistiques, l'organisation d'enquêtes sur la population et le logement et l'amélioration des systèmes de statistiques tant économiques que sociales.

7. Les ressources mises à la disposition de l'ONU (Siège et commissions régionales), au titre de la coopération technique dans le domaine des statistiques, pour formuler et exécuter les projets nationaux, régionaux et interrégionaux ont continué de diminuer au cours de la période à l'examen. Par rapport à leur niveau de 1991, les dépenses de l'Organisation à ce titre avaient chuté de 43% en 1993. On trouvera dans l'annexe des renseignements détaillés sur les dépenses engagées par le système des Nations Unies pour la coopération technique dans le domaine des statistiques, par grande rubrique (personnel, formation, matériel), par domaine d'intervention et par région.

8. Sur les 156 projets de pays exécutés par UNSTAT en 1993, et financés par le PNUD, le FNUAP et des fonds d'affectation spéciale, 83 portaient sur les recensements de la population et du logement, 23 sur les statistiques

/...

générales, notamment la création et le renforcement de bureaux de statistique, 16 sur les enquêtes sur les ménages et enquêtes connexes, 13 sur les activités touchant l'état civil, 9 sur des questions relatives à la comptabilité nationale, 4 sur les indicateurs par sexe concernant la situation des femmes, 6 sur l'informatique et 2 sur les statistiques économiques générales.

Personnel

9. L'élément "personnel" du programme de coopération technique de l'ONU couvre tant le Siège que les bureaux extérieurs. Le personnel du Siège regroupe les effectifs en poste à New York et aux sièges des commissions régionales. A New York, l'effectif comprend deux conseillers interrégionaux qui s'occupent, l'un, de la formation statistique et des statistiques démographiques et, l'autre, des méthodes et fonctions informatiques. En vertu des nouveaux arrangements, le FNUAP a fourni à UNSTAT six postes d'administrateur, soit: a) un spécialiste des recensements de la population; b) un spécialiste des statistiques de l'état civil; c) un spécialiste des sondages; d) un spécialiste des statistiques de la population et du matériel de traitement de l'information; e) un spécialiste des bases de données démographiques et de la diffusion; et f) un spécialiste des enquêtes sur les ménages, ce dernier poste n'ayant été occupé que jusqu'en septembre 1993. Rattachés à UNSTAT, à New York, ces spécialistes sont censés fournir aux équipes d'appui national du FNUAP les informations et résultats de recherche de pointe qui permettent à ces équipes de mieux pourvoir aux besoins des pays. En outre, pendant la période à l'examen, trois conseillers techniques ont travaillé à plein temps pour appuyer les activités de coopération technique liées aux statistiques sur le rôle des femmes dans le développement. L'un de ces postes était financé par le Gouvernement norvégien, par l'intermédiaire d'un fonds d'affectation spéciale, un autre par plusieurs organismes multilatéraux et le troisième par le FNUAP. Dans le cadre du programme des experts associés, un poste d'expert auxiliaire, spécialiste des statistiques par sexe, a été financé par le Gouvernement italien jusqu'à la fin de 1992. Par ailleurs, un coordonnateur et deux autres experts ont été affectés à un projet financé par le FNUAP en vue de mettre au point et distribuer des programmes informatiques pour le traitement et l'analyse des statistiques démographiques, et un spécialiste des systèmes d'information géographique (SIG) a été chargé d'exécuter un projet, également financé par le FNUAP, sur l'application des SIG aux statistiques démographiques.

10. Outre les conseillers techniques et spécialistes susmentionnés, les autres fonctionnaires membres de l'effectif normal d'UNSTAT et des bureaux de statistique des commissions régionales ont contribué à la direction technique d'ensemble des activités de coopération technique dans le domaine des statistiques et assumé, en fonction des besoins, des missions et attributions concrètes.

/...

11. A côté du personnel du Siège tel que décrit ci-dessus, il y a les agents locaux et le personnel de terrain, c'est à dire tous ceux qui sont employés au niveau des pays, dont les attributions sont directement liées à l'exécution des projets de pays et dont la rémunération est imputée au budget desdits projets. Sur le total des dépenses engagées par l'ONU (UNSTAT et commissions régionales) en 1992 pour des activités de coopération technique dans le domaine des statistiques, les dépenses de personnel (Siège et terrain) ont représenté 14 millions de dollars, dont 10 millions de dollars sur le terrain. En 1993, ce total a été en baisse, passant à 13 millions de dollars (voir le tableau A.2).

Formation

12. La formation est un élément essentiel des activités de coopération technique de l'ONU. Cette rubrique recouvre les bourses, la formation en cours d'emploi, les voyages d'étude, les ateliers et séminaires et la formation dispensée au plan local par le personnel de terrain, des conseillers techniques ou des fonctionnaires de l'ONU. La plupart des projets de pays comportent en réalité soit un soutien à la formation soit un élément "formation" en bonne et due forme. Les tableaux A.1 et A.2 donnent des indications précises sur les dépenses consacrées à la formation par les différents organismes du système des Nations Unies. Il y a lieu de noter toutefois que la plupart des experts détachés et des consultants nommés pour de courtes durées assurent, directement, une certaine formation du personnel de contrepartie, si bien qu'une partie des montants qui figurent à la rubrique "Personnel" (Siège et terrain) correspond à des ressources qui sont en fait consacrées à la formation.

13. Outre les activités de formation qui font partie des différents projets de pays, d'autres activités de formation sont financées dans le cadre du programme ordinaire de coopération technique de l'ONU, comme, par exemple, un projet sur les arrangements relatifs à la formation de jeunes statisticiens et programmeurs en vue de promouvoir la coopération technique entre pays en développement et l'organisation de stages de formation.

14. Les stages ci-après ont été ainsi organisés dans le cadre du programme ordinaire de coopération technique dans le domaine des statistiques:

a) Atelier régional à l'intention des statisticiennes (Gaborone, Botswana, 1er juin - 14 juillet 1993), organisé en collaboration avec le Département de statistique de l'Université du Botswana. Y ont participé 18 statisticiennes de pays africains anglophones;

b) Atelier régional à l'intention des statisticiennes (Kigali, Rwanda, 17 novembre - 18 décembre 1993), organisé en collaboration avec l'Institut mauricien et africain pour la statistique et l'économique appliquée. Y ont participé 15 statisticiennes de pays africains francophones;

/...

c) Atelier régional de formation statistique de base (Gaborone, Botswana, 17 octobre - 25 novembre 1994), organisé en collaboration avec le Département de statistique de l'Université du Botswana. Y ont participé 17 statisticiens de sept pays africains.

15. UNSTAT a aussi organisé, en collaboration avec la Fédération de Russie, un atelier régional sur le thème: "Utilisation du système de comptabilité nationale dans les pays à économie en transition" (Saint-Pétersbourg, 25-28 octobre 1994), qui a réuni 35 participants de 26 pays. Cet atelier était financé par le PNUD.

16. Les stages ci-après ont été financés par le FNUAP:

a) Atelier pour l'Asie occidentale sur l'accélération des progrès en matière d'enregistrement des faits d'état civil et de statistiques correspondantes (Damas, Syrie, 20 - 24 juin 1993), organisé par UNSTAT en collaboration avec la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO), le FNUAP et le Gouvernement syrien. Cette manifestation a réuni 73 participants de 15 pays;

b) Atelier régional pour l'Asie de l'est et du sud sur l'accélération des progrès en matière d'enregistrement des faits d'état civil et de statistiques correspondantes (Beijing, Chine, 29 novembre - 3 décembre 1993), organisé par UNSTAT en collaboration avec la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), le FNUAP et le Gouvernement chinois. Cette manifestation a réuni 57 participants de 17 pays.

Matériel

17. Le matériel fourni dans le cadre des programmes de coopération technique des Nations Unies dans le domaine des statistiques se compose de matériels et logiciels informatiques, de véhicules, de matériel de cartographie et d'impression et de matériel et fournitures ordinaires de bureau (voir tableaux A.1 et A.2).

Dépenses par région

18. Le tableau A.3 donne une ventilation par région des dépenses engagées par le Siège de l'ONU et par les commissions régionales. La plupart des activités de coopération technique de l'ONU dans le domaine des statistiques ont été consacrées à l'Afrique (plus de 50% du total des dépenses entre 1991 et 1993), la part de l'Asie étant de 15% du budget total en 1991 et 9% en 1993. La région Amérique latine et Caraïbes a représenté 6% en 1991, 9% en 1992 et 7% en 1993. Quant au Moyen-Orient et à l'Europe, les chiffres correspondants étaient de 24% en 1991, 25% en 1992 et un record de 33% en 1993. L'augmentation des dépenses dans cette dernière région s'explique en

/...

partie par le développement des activités de coopération technique dans les pays européens à économie en transition.

Dépenses par domaine d'activité

19. Les projets de coopération technique exécutés en 1991-1994 par le Département de l'information économique et sociale et de l'analyse des politiques concernaient divers domaines d'intervention (voir tableaux A.4 et A.5). Les statistiques économiques et sociales, notamment les recensements de la population et du logement, ont continué d'absorber une part considérable des ressources (plus de 67%), ce qui s'explique par la mise en oeuvre de la tranche de 1990 du Programme mondial de recensements de la population et du logement.

1. Commission économique pour l'Afrique

20. L'objectif premier de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) en matière de coopération technique dans le domaine des statistiques demeure d'aider les Etats membres à créer ou développer une infrastructure durable pour la collecte, le traitement, l'analyse et la diffusion des statistiques nécessaires pour la planification, le contrôle et l'évaluation des programmes de développement économique et social.

21. Auparavant, les principales activités de coopération technique entreprises dans ce domaine par la CEA relevaient de trois grands projets: le Programme de développement statistique pour l'Afrique (PDSA), financé par le PNUD; les Services consultatifs régionaux pour les statistiques démographiques (SCRSD), financés par le FNUAP; et un projet rattaché à l'Union douanière et économique de l'Afrique centrale (UDEAC), également financé par le FNUAP dans cette région. En outre, des ressources ont été allouées et des activités menées dans le cadre du programme ordinaire de coopération technique (chapitre 24), au titre du Groupe multidisciplinaire des conseillers régionaux (GMCR). D'autres activités de coopération technique ont été par ailleurs exécutées au moyen de ressources provenant du budget ordinaire de l'ONU, au titre du sous-programme relatif à la mise au point de systèmes statistiques et de systèmes d'information.

22. Les activités d'assistance technique menées par la CEA en 1993 se sont ressenties de l'arrêt, fin mars, du projet PDSA. Par ailleurs, depuis 1992, le projet SCRSD relève du nouveau régime mis en place par le FNUAP, notamment des équipes d'appui national opérant à partir d'Addis-Abeba, de Dakar et de Harare. Le projet de l'UDEAC a aussi pris fin en décembre 1992.

23. Durant la période 1992-1994, au total neuf conseillers statisticiens de la CEA étaient en poste auprès des équipes d'appui national. Le GMCR/CEA a disposé d'un conseiller en statistique de 1992 jusqu'à juin 1994, puis de deux

/...

conseillers spécialisés dans les statistiques économiques, y compris la comptabilité nationale, et l'organisation et la gestion des systèmes statistiques.

24. Pendant la période allant de 1992 au milieu de 1994, au total, 152 missions consultatives ont été organisées, dont 75% environ étaient destinées à fournir un appui technique et une formation dans les domaines ci-après: enregistrement des faits d'état civil, planification des recensements, mise en oeuvre des recensements et analyse et application des données. Les autres missions portaient sur les enquêtes intégrées sur les ménages, les statistiques économiques, y compris la comptabilité nationale, et la mise au point de bases de données statistiques.

a) Formation statistique

25. Pour cause de difficultés financières, une seule bourse, de courte durée, a été accordée au cours de toute la période à l'examen.

b) Enquêtes sur les ménages

26. En 1992 et 1993, l'assistance technique de la CEA dans le domaine des enquêtes sur les ménages a été le fait d'un spécialiste de ce domaine opérant dans le cadre du projet PDSA et d'un conseiller régional en enquêtes sur les ménages détaché par l'OIT auprès de la Division de statistique de la Commission. L'OIT s'est dotée depuis de ses propres équipes sous-régionales multidisciplinaires, et il reste donc à déterminer quelle forme exacte prendront à l'avenir l'assistance et la coopération CEA/OIT dans le domaine des enquêtes sur les ménages.

c) Activités de coordination

27. Le Comité de coordination pour le développement de la statistique en Afrique a été créé en mars 1992, pendant la septième session de la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains. Il a pour vocation générale d'être l'organe de coordination des activités de développement statistique dans la région de l'Afrique. La Conférence commune est représentée aux réunions du Comité de coordination par les membres de son Bureau. Assuré par la Division de statistique de la CEA, le secrétariat du Comité est chargé de la supervision d'ensemble de la mise en oeuvre du Plan d'action d'Addis-Abeba pour le développement de la statistique en Afrique dans les années 90. Des sous-comités ont été créés sur les sujets ci-après (l'organisateur des réunions étant indiqué entre parenthèses): formation (Office statistique de la Communauté européenne et "Overseas Development Administration" du Royaume-Uni); études, méthodes et normes (UNSTAT); traitement des données (Statistique Suède); et organisation et gestion des systèmes nationaux de statistique (CEA et Banque mondiale). La quatrième

/...

réunion du Comité de coordination (Addis-Abeba, 24 et 25 mars 1994) a été précédée de réunions, séparées ou conjointes, de ces sous-comités.

2. Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique

28. Dans le cadre de l'élément "Développement de la statistique" de son sous-programme statistique, la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) aide ses membres et membres associés à améliorer et développer leurs capacités nationales dans le domaine des statistiques. Les activités mises sur pied dans ce cadre consistent aussi à promouvoir l'adoption de normes statistiques internationales en vue d'améliorer les comparaisons nationales et internationales des données. L'assistance technique fournie aux pays en développement de la région porte sur divers domaines de la statistique et prend la forme de services consultatifs, de réunions techniques, de stages et ateliers de formation et de voyages d'études et visites réciproques. Au cours de la période à l'examen, le secrétariat de la CESAP a lancé une série de projets pluriannuels d'amélioration des statistiques dans des secteurs de pointe tels que les statistiques par sexe et la comptabilité environnementale. De ce fait, le total des dépenses afférentes à la coopération technique dans le domaine des statistiques a atteint 1,2 millions de dollars des Etats-Unis en 1994, alors qu'il était passé de 942 000 dollars en 1992 à 768 000 dollars en 1993. Le secrétariat a aussi renforcé sa coopération et ses liens avec divers organismes du système des Nations Unies et d'ailleurs afin d'améliorer l'efficacité et la coordination de l'assistance technique fournie aux pays de la région, par le biais, entre autres, d'une collaboration directe à l'organisation de réunions techniques.

29. Les services consultatifs régionaux sont considérés comme un moyen efficace de création de capacités dans le domaine des statistiques et continuent de figurer en bonne place parmi les activités de développement de la statistique. Toutefois, depuis 1993, les services de ce type fournis directement par le secrétariat de la CESAP se limitent essentiellement à la comptabilité nationale, encore que quelques services aient été fournis dans les secteurs des statistiques de l'environnement, des statistiques par sexe et des statistiques des prix. Les trois postes de la Section du développement des statistiques consacrés aux statistiques démographiques (recensements et enquêtes démographiques, traitement des données et gestion des données et statistiques de la population) et financés par le FNUAP sont actuellement rattachés aux équipes d'appui national.

30. Pendant la période 1991-1994, le secrétariat de la CESAP a continué de fournir un appui fonctionnel et administratif à son organe de formation, l'Institut de statistique pour l'Asie et le Pacifique (ISAP), et a effectué notamment un bilan des cours et activités de formation de l'Institut dans le domaine des statistiques sur la pauvreté. L'ISAP a organisé tous les ans des stages de moyenne durée sur la statistique pratique, l'analyse et l'interprétation, le traitement des données, etc., ainsi que des stages de

/...

courte durée sur divers sujets tels que les statistiques pour la sécurité alimentaire, les enquêtes sur les ménages et les indicateurs pour la surveillance des tendances de la mortalité. Une vingtaine de stages nationaux ont été organisés sur des sujets très divers. La collaboration avec l'ISAP pour les activités de développement statistique s'est intensifiée au cours de la période à l'examen. Dans la série des séminaires/ateliers sur le grand thème de la "gestion des services nationaux de statistique" inaugurée en 1989, un atelier sur la diffusion des données, consacré plus particulièrement à la surveillance du développement humain, a été organisé en 1993².

31. Dans le domaine des statistiques par sexe, le secrétariat de la CESAP a organisé un stage régional et quatre réunions/stages sous-régionaux (séparément pour l'Asie et pour le Pacifique) dans le cadre de deux projets distincts, mais non sans rapport l'un avec l'autre, destinés à produire, entre autres, des profils de pays sur la situation des femmes, une publication régionale sur les femmes et les hommes dans l'Asie et le Pacifique et des brochures statistiques à grande diffusion sur les femmes et les hommes dans les pays participants. Une réunion de groupe d'experts sur les concepts et la quantification de la pauvreté au plan national dans la région de la CESAP a également été organisée.

32. S'agissant des statistiques économiques, des séminaires sous-régionaux sur le SCN 1993 ont été organisés séparément pour l'Asie et pour le Pacifique. Quant aux statistiques de l'environnement, une réunion de groupe d'experts et un atelier ont été organisés afin d'établir un manuel sur le sujet. Un projet distinct concernant la comptabilité environnementale a été lancé au cours d'une réunion consultative tenue en 1994.

3. Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale

33. Les activités de coopération technique dans le domaine des statistiques ont consisté à fournir des services consultatifs aux Etats membres de la CESAO et à organiser des stages et des séminaires à l'intention des cadres des départements de statistique dans la région. Les services consultatifs sont actuellement assurés par trois conseillers régionaux en comptabilité nationale et statistiques économiques, en statistiques sociales et en traitement des données. Le nombre total de journées consacrées aux missions de services consultatifs était de 291 en 1992, 329 en 1993 et 206 pour les trois premiers trimestres de 1994.

34. Les activités de formation organisées en 1992-1994 comprenaient les ateliers et séminaires suivants:

a) Atelier pour l'Asie occidentale sur les stratégies d'accélération des progrès en matière de systèmes d'enregistrement des faits d'état civil et de statistiques correspondantes (Syrie, juin 1993), organisé en collaboration avec UNSTAT;

/...

b) Séminaire sur les enquêtes sur les ménages à l'intention des chefs d'organismes de statistiques et statisticiens principaux dans la région de la CESAO (Le Caire, décembre 1992);

c) Atelier sur les statistiques industrielles (prévu pour novembre-décembre 1994), organisé en collaboration avec l'Organisation arabe pour le développement industriel et les industries minières et la Banque islamique de développement;

d) Atelier sur l'application du SCN 1993 (prévu à Amman, décembre 1994);

e) Atelier sur les SIG (prévu à Qatar, décembre 1994), organisé en collaboration avec l'Université de Qatar).

35. Des activités de formation sur les SIG et les enquêtes sur les ménages sont organisées dans le cadre d'un projet sur les enquêtes sur les ménages subventionné par le Programme arabe du Golfe pour les organismes de développement des Nations Unies (AGFUND).

4. Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes

36. La coopération technique dans le domaine des statistiques assurée par la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) revêt trois formes: exécution de projets ou d'accords; organisation de réunions, séminaires ou stages; et missions dans les pays de la région.

a) Coopération technique touchant l'exécution de projets ou d'accords

37. Les activités de coopération technique de la Division des statistiques et des projections de la CEPALC sont dans une large mesure financées par des fonds extrabudgétaires. La Division joue le rôle d'agent d'exécution de projets ou accords financés par le PNUD ou par d'autres organismes internationaux ou pays donateurs, en collaboration avec le pays bénéficiaire.

38. Les projets ou accords de coopération technique actuellement exécutés par la Division (les co-organismes sont indiqués entre parenthèses) portent sur a) des directives de base pour l'action commune à moyen terme du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et de la CEPALC; b) un programme visant à améliorer les systèmes d'information socio-économique en Uruguay (CEPALC/Banque interaméricaine de développement/Uruguay); c) les indicateurs pour la formulation des politiques sociales en Amérique latine et dans les Caraïbes (CEPALC/Pays-Bas); d) un accord de coopération CEPALC/BID sur la mise à jour et les échanges de statistiques de base; e) un accord entre la CEPALC et la Banque mondiale sur les questions touchant les enquêtes sur les ménages; et f) l'amélioration de la comptabilité nationale et de la production de statistiques de base (CEPALC/PNUD/Panama); un projet de coopération technique

/...

pour l'amélioration de la comptabilité nationale au Paraguay (CEPALC/PNUD/Paraguay); l'appui à la Banque centrale du Honduras dans le domaine des politiques macro-économiques et financières et pour améliorer la comptabilité nationale et les statistiques de base (CEPALC/PNUD/Honduras); et l'appui aux pays de la région pour préparer et organiser la quatrième Conférence régionale sur la pauvreté en Amérique latine et dans les Caraïbes (CEPALC/PNUD).

b) Organisation de réunions, séminaires et stages

39. En tant que membre du Comité exécutif du Centre européen de formation des statisticiens des pays en développement (qui a son siège à Madrid), la CEPALC a participé à l'organisation des activités de formation ci-après: a) en 1992: i) cours d'introduction à la comptabilité nationale et aux comptes des secteurs institutionnel et financier (Mexique, août); ii) séminaire sur les indicateurs sociaux (Bolivie, juillet); iii) séminaire sur les statistiques des services (Uruguay, septembre); iv) séminaire sur les statistiques du commerce extérieur en Amérique centrale (Guatemala, septembre); b) en 1993: séminaire sur les statistiques des services (Bolivie, septembre); c) en 1994: i) séminaire sur les statistiques du commerce extérieur pour l'Amérique centrale (Costa Rica, juillet); ii) séminaire sur les statistiques du commerce extérieur dans les pays de l'Association pour l'intégration de l'Amérique latine (septembre); iii) séminaire sur les statistiques du commerce extérieur pour l'Amérique centrale (novembre).

40. En coopération avec UNSTAT et l'"Oficina Central de Estadística y Informática de Venezuela" (OECI), la CEPALC a également organisé un séminaire sur l'appui à la rénovation des plans et schémas d'échantillonnage (septembre 1992). Un atelier sur le même sujet a été organisé à la Trinité-et-Tobago (octobre 1992). Ces deux activités entraînent dans le cadre d'un projet sur la mise au point et la réalisation de plans et de schémas d'échantillonnage pour les programmes d'enquêtes sur les ménages en Amérique latine et dans les Caraïbes.

41. Une réunion des directeurs des services statistiques dans les Amériques (Espagne, novembre 1992) a été organisée en coopération avec l'Institut national espagnol de la statistique. Ont participé à cette manifestation 47 représentants de 22 pays membres de la CEPALC et de 7 organismes internationaux, et 48 documents ont été présentés à cette occasion. La CEPALC fait office de secrétariat technique de ces réunions, qui se tiennent tous les deux ans.

42. Deux réunions sur l'application du SCN 1993 ont été organisées en coopération avec UNSTAT (Santiago, juillet et novembre 1993). La première a débouché sur un projet de création d'un groupe régional d'experts et la seconde a réuni une cinquantaine d'experts de 22 pays membres de la CEPALC et de 7 organisations internationales.

/...

43. La première réunion commune Organisation des Etats américains (OEA)/CEPALC sur les questions statistiques s'est tenue du 11 au 14 octobre 1994 à Santiago. Cette manifestation, qui sera organisée tous les deux ans et remplacera la réunion des directeurs des services de statistique dans les Amériques, a rassemblé trente représentants de 22 pays membres de la CEPALC et de 15 organismes internationaux. A cette occasion, 43 documents ont été présentés et sept domaines de coopération régionale ont été définis, chacun étant confié à un pays ou organisme désigné à la réunion. La CEPALC s'est vu confier la tâche d'élaborer, à l'intention du Comité directeur permanent de la Conférence statistique interaméricaine à sa prochaine réunion, un programme de travail, les formes institutionnelles appropriées et un budget permettant de se conformer aux activités proposées. Les sept domaines retenus sont les suivants (le pays ou organisme responsable étant indiqué entre parenthèses): commerce international (Argentine); pauvreté (Costa Rica); formation (Chili); environnement (Mexique); secteur informel (Pérou); services (Uruguay) et institutionnalisation des organismes de statistiques (CEPALC).

44. Enfin, en coopération avec le Fonds monétaire international (FMI), un séminaire sur les statistiques de la balance des paiements doit être organisé à Santiago du 7 au 25 novembre 1994. Ce séminaire réunira environ 25 participants venus de pays de l'Amérique latine;

c) Missions de coopération technique dans les pays de la région

45. Des missions de coopération technique de courte durée ont été dépêchées dans 17 pays de la région. Elles portaient sur les domaines suivants: mise en place de systèmes informatiques pour les données statistiques; enquêtes sur les ménages et quantification de la pauvreté; commerce extérieur; mise à jour des plans et schémas d'échantillonnage; amélioration de la comptabilité nationale et des statistiques de base; et élaboration de bases de données à court terme.

5. Commission économique pour l'Europe

46. Au cours des cinq dernières années (c'est à dire depuis les bouleversements politiques et institutionnels survenus dans les pays à économie en transition), le secrétariat de la Commission économique pour l'Europe (CEE/ONU), en particulier son organe subsidiaire principal, la Conférence des statisticiens européens, a accordé une grande attention à l'assistance et la coopération techniques vis à vis des pays à économie en transition. Par ailleurs, la charge de travail de la CEE/ONU s'est accrue à la mesure de l'augmentation du nombre des pays membres dans la région. Il est dès lors bien difficile de séparer l'activité générale du secrétariat, qui constitue essentiellement une assistance à tous les pays membres, des travaux qui relèvent plus précisément de l'assistance technique dans le domaine des statistiques fournis aux pays à économie en transition.

/...

47. En outre, l'assistance technique dans le domaine des statistiques revêt dans la région de la CEE/ONU un sens spécifique propre à cette région, à savoir la coordination et l'harmonisation de l'ensemble des activités statistiques de tous les organismes internationaux ayant des activités se rapportant aux pays de la région. Cette forme de coopération, qui apparaît très clairement dans la présentation intégrée des programmes de travail, y compris les programmes de coopération technique, de tous les organismes en question, revêt une importance capitale tant pour les pays que pour les organisations, mais elle ne sera pas traitée dans le présent rapport, qui porte essentiellement sur l'assistance technique fournie par le secrétariat de la CEE/ONU aux pays à économie en transition.

a) Assistance et coopération générales

48. Dans le programme de travail de la Conférence des statisticiens européens, les objectifs des activités en direction des pays à économie en transition, qui font l'objet d'un élément de programme distinct, sont définis comme suit:

a) Aider les organismes statistiques des pays en transition à produire des statistiques appropriées eu égard à l'évolution de leur situation;

b) Aider ces organismes à promouvoir les valeurs fondamentales adoptées par les chefs des organismes des pays membres de la CEE/ONU;

c) Encourager une coopération technique avec les organismes des pays en transition qui respecte les priorités de base et réduise au minimum les doubles emplois;

d) Plaider la cause des pays en transition afin que les normes et méthodes internationales soient adaptées à leurs besoins;

e) Encourager la fourniture d'une assistance efficace et concertée aux pays en transition.

49. En conséquence, les activités correspondantes de la CEE/ONU inscrites au programme de travail de la Conférence (Priorité A) consistent à:

a) organiser l'ensemble des sous-programmes et réunions plénières de la Conférence de manière à tenir compte des préoccupations prioritaires des pays en transition;

b) participer aux efforts concertés interinstitutions visant à aider les pays en transition.

b) Activités du Conseiller régional en statistique de la CEE/ONU

/...

50. Le 2 mai 1994, un nouveau poste a été créé au sein de la Division de statistique de la CEE/ONU pour fournir une assistance technique dans ce domaine aux pays en transition. A la dernière session de la Conférence des statisticiens européens (Paris, 13-17 juin 1994), en la présence de la plupart des chefs de bureaux de statistique des pays en transition, ainsi que de représentants de tous les pays donateurs potentiels et d'organisations internationales, une note d'information a été distribuée expliquant le type de services offerts par le Conseiller régional de la CEE/ONU et les conditions qui s'y rattachent. Au cours du second semestre de 1994, le Conseiller régional devait se rendre en Croatie, Slovaquie, Lituanie et République tchèque et participer à un séminaire sur l'utilisation du SCN dans les pays en transition (Saint-Pétersbourg) et à un atelier sur l'application du SCN (Varsovie). Le Conseiller régional représente en outre la CEE dans les groupes de travail et comités directeurs internationaux qui s'occupent de l'harmonisation de l'assistance technique.

c) Mise en place du programme du PNUD relatif aux statistiques économiques et sociales et aux rapports sur le développement humain dans les pays à économie en transition

51. Ce programme a été mis en route en 1992 et ses grands objectifs ont été précisés lors d'un colloque organisé par la suite (Bratislava, Slovaquie, janvier 1993). La CEE/ONU a collaboré à la formulation et à l'établissement du document de programme et, en accord avec le Directeur de la Division pour l'Europe et la Communauté d'Etats indépendants (CEI) du PNUD, sa Division de statistique sera l'agent d'exécution du programme pour les trois années 1994-1996. Ce projet est destiné à aider tous les pays en transition de la région mais il s'intéressera plus particulièrement au sort des Etats nouvellement indépendants. L'on compte qu'en novembre-décembre 1994, le document de programme sera signé par un nombre suffisant de pays, après l'atelier prévu pour la fin d'octobre 1994 à l'intention des chefs des bureaux de statistique des pays en transition.

d) Mise en place d'un réseau électronique entre la CEE/ONU et les pays à économie en transition

52. Ce projet vise à: a) rassembler des statistiques par l'échange de données informatisées (EDI) dans les pays en transition; et b) introduire dans ces pays les normes internationales EDIFACT pour ce type d'échanges.

53. Les travaux de mise en place d'un réseau électronique (Statnet) entre la CEE/ONU et les pays d'Europe centrale et orientale ont débuté en 1992 au sein de la Division de statistique de la Commission. Les pays suivants ont déjà été connectés à Statnet: Albanie, Roumanie, République tchèque, Fédération de Russie, Croatie, Slovaquie, Estonie, Slovénie et Pologne, et d'autres pays devraient les rejoindre sous peu.

/...

e) Participation à la planification et la réalisation du recensement de la population de 1994 dans l'ex-République yougoslave de Macédoine

54. Sous les auspices du Conseil de l'Europe et de la Conférence internationale sur l'ex-Yougoslavie, un groupe d'experts a été constitué pour aider le Gouvernement de l'ex-République yougoslave de Macédoine à planifier et réaliser le recensement de la population de 1994. Un fonctionnaire de la Division de statistique de la CEE/ONU a effectué cinq missions (une à Strasbourg et quatre à Skopje, en ex-République yougoslave de Macédoine) en qualité de membre de ce groupe d'experts. Le Groupe a aussi mis sur pied une équipe d'observateurs internationaux chargés de surveiller le déroulement du recensement sur le terrain. Les frais de voyage induits par la participation de la CEE/ONU aux travaux du Groupe ont été pris en charge par l'Union européenne.

f) Assistance de la CEE/ONU aux pays en transition dans le domaine des statistiques agricoles

55. Le secrétariat de la CEE/ONU participe au programme pluriannuel conjoint (CEE-ONU/Eurostat/FAO/OCDE) d'assistance aux pays en transition pour la mise au point de nouvelles statistiques agricoles et la préparation de la série de recensements agricoles prévue par la FAO pour l'an 2000. Trois ateliers ont été préparés et organisés en commun (Sofia, Bulgarie, 18-22 mai 1992; Jachtonka, Pologne, 29 mars-2 avril 1993; et Minsk, Bélarus, 25-29 avril 1994) et le prochain atelier (prévu en Slovénie, automne 1995) est en préparation.

56. Il convient de préciser que parmi tous les organismes internationaux compétents (UNSTAT, Eurostat, OCDE, FMI, Banque mondiale, Commission de statistique de la CEI, etc.), la CEE/ONU occupe une place relativement modeste du point de vue de l'ampleur et de la portée de son assistance technique directe, mais, parce qu'elle assure le secrétariat de la Conférence des statisticiens européens, sa contribution à l'effort commun est accentuée par sa fonction d'intégration et par l'impact du programme de travail permanent de la Conférence.

B. Institutions spécialisées

1. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

57. La FAO a continué au cours de la période à l'examen de fournir une assistance technique touchant le développement des statistiques de l'agriculture, de la foresterie et des pêches. Les dépenses de la FAO pour la coopération technique dans le domaine des statistiques ont été légèrement supérieures à 9 millions de dollars des Etats-Unis en 1992, ont approché les 10 millions de dollars en 1993 et devraient s'établir à 9,1 millions de dollars en 1994. Selon la ventilation par secteur des prévisions de dépenses pour 1994, les statistiques de l'alimentation et de l'agriculture

/...

représenteraient un montant de 6,2 millions de dollars, dont près de 2,3 millions pour les statistiques de la foresterie et 0,6 million pour celles des pêches. Selon la ventilation par région du même montant, 4,1 millions de dollars seraient alloués à la région de l'Afrique et environ 4 millions de dollars à la région de l'Asie et du Pacifique. Ces deux régions réunies absorberaient actuellement plus de 87% des dépenses de coopération technique.

58. Les dépenses afférentes au détachement d'experts et de consultants auprès des projets nationaux et régionaux se sont montées 6,7 millions de dollars en 1992 et 5,6 millions de dollars en 1993, et elles devraient s'établir autour de 5,1 millions de dollars, soit 56% du total des dépenses, en 1994. Au cours de la période à l'examen, une part croissante de ces dépenses a été consacrée à la formation, qui représentait 7% du total en 1992 mais 21% en 1994. La formation a été centrée plus particulièrement sur les recensements et enquêtes agricoles ainsi que sur les statistiques économiques du secteur de l'agriculture, essentiellement dans les régions de l'Afrique et de l'Asie et du Pacifique.

2. Organisation de l'aviation civile internationale

59. Au cours de la période 1992-1994, les pays ont continué de faire appel aux concours des six économistes des transports en poste dans les bureaux régionaux pour des conseils en matière de statistiques de l'aviation. Certains projets de pays ou projets régionaux financés par le PNUD prévoient la fourniture de conseils dans ce domaine, mais il est impossible d'isoler les dépenses effectives à ce titre ou le nombre d'heures de travail correspondant, ces projets ayant une portée bien plus vaste, dont les statistiques ne sont qu'un élément parmi bien d'autres. Dans le même ordre d'idée, les statistiques constituent l'un des éléments de certains cours dispensés dans des centres de formation aéronautique, mais il s'agit de cours portant sur l'économie des transports aériens au sens large.

60. L'OACI a poursuivi son programme d'ateliers régionaux sur les statistiques de l'aviation. Trois ont été organisés en 1992-1994 pour les Etats d'Afrique, d'Asie et du Pacifique et d'Europe. Il s'agit en général d'ateliers d'une semaine destinés à fournir une enceinte informelle pour l'examen des problèmes statistiques et l'échange d'informations et de données d'expérience.

61. Les orientations techniques à l'intention des fournisseurs et des utilisateurs des statistiques de l'aviation civile de l'OACI figurent dans le manuel du programme de statistiques de l'OACI, dont une nouvelle édition est parue en juin 1994. Les fournisseurs de statistiques peuvent également trouver les indications nécessaires dans les explications détaillées figurant dans les formulaires de compte rendu du transport aérien de l'OACI.

/...

62. L'on a continué de s'efforcer de cerner avec précision les problèmes rencontrés par les pays en matière de collecte et de publication des statistiques, et de définir les mesures propres à régler ces problèmes, en particulier par l'automatisation de la publication et de la diffusion des statistiques de l'aviation. Des progrès ont été enregistrés, mais beaucoup reste à faire alors même que les fonds destinés à la coopération technique demeurent insuffisants.

a) Projets de l'OACI dans le domaine des statistiques pour 1995-1997

63. L'OACI continuera de rassembler et publier dans le monde entier des statistiques concernant tous les différents domaines de l'aviation civile: appareils des lignes aériennes, aéroports, équipements de navigation aérienne, etc. L'on continuera aussi de s'efforcer de rationaliser et simplifier la collecte, le traitement et la diffusion des statistiques. La coordination et l'harmonisation avec d'autres organismes internationaux seront intensifiées. L'OACI continuera de veiller au développement de l'automatisation dans la transmission du matériau statistique entre les fournisseurs des données initiales, le secrétariat de l'OACI et les bénéficiaires des statistiques traitées, ainsi qu'à l'amélioration de la productivité et des mesures de contrôle de la qualité. Il est prévu qu'un organe représentatif des Etats membres sera réuni en 1996 pour passer en revue tous les aspects du programme de statistique de l'OACI.

b) Examen d'ensemble des travaux statistiques de l'organisation

64. Le Groupe des statistiques de l'OACI, organe consultatif regroupant 15 experts de différentes régions du monde, s'est réuni à Montréal, du 29 novembre au 13 décembre 1993, pour examiner la situation en matière de communication des statistiques à l'OACI et donner des avis sur les sujets suivants: mesures à envisager pour l'ex Union soviétique; conséquences des mesures relatives au transport aérien dans l'Union européenne; statistiques du commerce international par voie aérienne; confidentialité des statistiques de l'OACI sur l'origine et la destination des vols; perfectionnement des modèles électroniques normalisés pour la collecte des statistiques de l'OACI; perfectionnement des recueils régionaux de statistiques; collecte de statistiques des retards; et état d'avancement du programme relatif aux données financières sur les aéroports.

65. Les 17e, 18e et 19e éditions de l'annuaire de statistiques mondiales de l'aviation civile de l'OACI sont parues au cours de la période à l'examen, de même que 25 analyses statistiques portant sur divers aspects du programme de statistiques de l'OACI. Faute de ressources suffisantes, il demeure difficile de produire rapidement les publications statistiques.

66. Comme à l'accoutumée, l'OACI a continué de fournir des statistiques sur les transports aériens à divers organes de l'ONU et autres organismes

/...

internationaux et régionaux. Elle a poursuivi aussi le renforcement des liens avec les organismes internationaux et régionaux qui s'occupent de l'aviation civile, et plusieurs ateliers régionaux sur les statistiques de l'aviation ont été organisés dans différentes régions du monde.

3. Organisation internationale du Travail

67. De 1992 à 1994, l'OIT a continué de fournir des services de coopération technique dans le domaine des statistiques aux pays en développement. La coopération technique dans le domaine des statistiques du travail financée par le budget ordinaire de l'OIT prend généralement la forme de services consultatifs à court terme. Toutefois, ces services ont cessé d'être assurés par des experts relevant du Programme interorganisations de mise en place de dispositifs nationaux d'enquêtes sur les ménages; depuis 1994, ils sont fournis par les équipes multidisciplinaires de l'OIT.

68. La répartition géographique des dépenses de l'OIT a évolué quelque peu. Depuis 1992, les demandes de coopération technique dans le domaine des statistiques du travail émanent essentiellement des pays d'Europe centrale et orientale. La part de ces derniers n'était que de 0,01%, contre 84% pour l'Afrique, en 1992, mais en 1994, ces pourcentages étaient, respectivement, de 29% et 35%. Un certain nombre de nouvelles demandes sont parvenues de la région du Moyen-Orient.

4. Fonds monétaire international

69. Le programme de coopération technique du FMI dans le domaine des statistiques a été mis en place dans le dessin d'aider les pays à réaménager leurs systèmes statistiques en vue de la production des statistiques macro-économiques essentielles à la formulation et à l'analyse des politiques. Les projets d'assistance technique visent d'abord à permettre la production de statistiques économiques et financières régulières et exactes à court terme; ils mettent aussi l'accent sur la création de sources de données, la mise en place d'une structure institutionnelle appropriée et l'introduction de méthodes de compilation qui soient profitables à plus long terme. Le programme du FMI est centré sur les statistiques suivantes: balance des paiements; monnaie et banque; finances publiques; comptabilité nationale; prix; et commerce international.

70. Une part non négligeable de la coopération technique dans le domaine des statistiques se déroule dans le cadre de missions de courte durée effectuées par des fonctionnaires du FMI ou par des experts extérieurs recrutés à cet effet. Ces missions peuvent porter sur un aspect précis des statistiques ou sur plusieurs sujets, passant en revue un large éventail de problèmes. La coopération technique revêt souvent la forme d'une première mission polyvalente d'évaluation générale du système statistique, suivie d'une seconde mission polyvalente chargée de formuler des recommandations concrètes de

/...

réforme tant des méthodes que des pratiques de compilation. Un rapport détaillé, ou aide-mémoire, contenant des recommandations sur la suite de l'action à mener et sur l'assistance technique requise, est établi sous forme préliminaire par cette mission, qui l'examine avec les autorités avant de quitter le pays. Un rapport définitif est soumis auxdites autorités après examen au siège du Fonds.

71. Dans un certain nombre de pays, un appui technique de caractère plus continu est assuré par des conseillers statistiques résidents, qui peuvent être affectés dans le pays considéré pour des périodes pouvant aller jusqu'à deux ans. Cette formule a fait la preuve de son efficacité pour ce qui est de suivre les progrès entre les missions et de fournir des conseils au quotidien.

72. Pratiquement toutes les missions, tant polyvalentes que spécifiques, comportent un élément de formation dans les domaines méthodologiques propres au FMI. Cette formation est dispensée sous forme de séminaires à l'intention des responsables des organismes gouvernementaux compétents et elle est consolidée par des stages organisés par le Département des statistiques à l'Institut du FMI, à l'Institut mixte de Vienne et en des lieux mis à disposition par les Etats membres.

73. Les deux problèmes lancinants de l'assistance technique demeurent: a) la rotation rapide des effectifs dans les institutions bénéficiaires et le manque de moyens informatiques. Le premier se rencontre souvent dans les pays dont la situation politique est instable et il peut aussi nuire à l'efficacité de l'assistance technique dans d'autres pays, surtout lorsque le personnel qualifié et expérimenté est rare et que les institutions statistiques ne peuvent pas offrir des avantages qui soient compétitifs. Le manque de moyens informatiques nuit à l'efficacité de l'assistance technique parce qu'il limite la productivité du personnel disponible et empêche l'introduction de logiciels, des tableurs notamment, spécialement conçus pour la compilation de tel ou tel type de statistiques.

5. Organisation mondiale de la santé

74. Le Programme d'analyse de la situation sanitaire et de ses tendances a coordonné l'établissement du troisième bilan de la mise en oeuvre de la Stratégie mondiale de la santé pour tous d'ici l'an 2000; ce rapport couvre la période 1991-1993 et contient des informations sur 131 pays, représentant au total 4,8 milliards d'individus.

75. Dans le Pacifique occidental, l'appui de l'OMS a pris la forme d'ateliers sur le renforcement des systèmes statistiques, notamment sur l'amélioration des archives médicales (Cambodge, Etats fédérés de Micronésie, Iles Marshall, Samoa et Tonga) et sur la conception et l'analyse d'évaluations rapides des services de santé (Chine, République démocratique populaire lao et Viet Nam).

/...

76. En Asie du sud-est, un appui technique a été fourni au Bangladesh, où l'OMS est chargée de mettre au point un système intégré de gestion des données sanitaires et de renforcer l'Institut d'épidémiologie, de recherche et de lutte contre les maladies de Dhaka, dans le cadre du quatrième projet sur la santé et la population de la Banque mondiale. L'action concertée en vue d'améliorer les statistiques de la mortalité s'est poursuivie en Inde, au Sri Lanka et en Thaïlande. Le perfectionnement des systèmes d'information sanitaire aux Maldives a été soutenu par diverses activités portant notamment sur l'identification des indicateurs prioritaires et la conception et la mise en place de bases de données. Le Pakistan a bénéficié d'un appui pour renforcer la capacité du pays en matière d'épidémiologie.

77. En Europe, le Programme d'analyse de la situation sanitaire et de ses tendances a collaboré à la mise en place d'un système de surveillance des situations d'urgence dans l'ex-Yougoslavie. Il a également fourni un appui pour: a) examiner les données disponibles en vue de mettre au point des indicateurs relatifs aux services de santé en Bulgarie, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République tchèque, Roumanie et Slovaquie; et b) évaluer les besoins en information sanitaire en Arménie, Azerbaïdjan et Géorgie.

78. En Méditerranée orientale, des activités multinationales faisant appel à des cadres supérieurs nationaux ont été organisées pour promouvoir le recours à l'épidémiologie dans la prévention et la lutte contre les maladies; un groupe de conseillers régionaux sur les systèmes d'information sanitaire a été créé; un plan d'action pour la création ou l'amélioration des systèmes nationaux d'information statistique sur la santé a été établi; et des ateliers ont été organisés sur les thèmes suivants: a) la méthode de solution des problèmes par des équipes opérant à l'échelon du district (Oman, Soudan et Tunisie); et b) le développement des systèmes d'information sanitaire et la recherche sur les systèmes de santé (République islamique d'Iran).

79. Dans les Amériques, la collaboration avec l'Organisation des Etats américains s'est poursuivie en ce qui concerne les stratégies d'amélioration de la portée et de la qualité des statistiques de l'état civil dans les pays membres. Un projet sur les systèmes de surveillance épidémiologique a été mis au point pour les pays de l'Amérique centrale; des directives pour l'analyse de la situation sanitaire à l'échelon local ont été établies en Colombie, Costa Rica, Guatemala, Honduras et Nicaragua; un appui a été accordé au Mexique pour l'application de la méthode de solution des problèmes par des équipes opérant à l'échelon du district; et une coopération directe a été mise en place pour enquêter sur l'apparition de cas de choléra au Brésil, au Chili, en El Salvador, en Equateur et au Guatemala.

80. En Afrique, l'appui technique a porté sur: a) la surveillance des maladies infantiles au Cameroun; b) une évaluation rapide en quatre phases des soins de santé maternelle et l'application de la méthode de solution des

/...

problèmes par des équipes opérant à l'échelon du district en Tanzanie; c) la mise en place d'une base de données sanitaires régionales au Togo; d) la conception d'une évaluation rapide des services de santé maternelle et infantile en Ouganda; e) les systèmes de surveillance du choléra en Zambie; et f) les essais sur le terrain des directives pour l'évaluation des systèmes de surveillance des maladies au Zimbabwe.

81. La dixième révision de la Classification statistique internationale des maladies (CID-10) est parue en anglais (volumes 1 à 3, 1992-1994) et en français (volume 1, 1993). Plusieurs pays ont reçu une assistance pour établir une version en langue nationale de la CID-10. Le premier cours international informatisé de recyclage des codeurs en prévision de l'application de la nouvelle classification (Southampton, Royaume-Uni, 1992) a été suivi par des participants venus de cinq régions d'intervention de l'OMS. Ces derniers pourront désormais former les codeurs nationaux. Des ateliers sur l'application rapide de la CID-10 ont été organisés à Bahreïn, en Méditerranée orientale et en Europe.

82. L'une des activités principales du Programme spécial de recherche, de développement et de formation à la recherche en reproduction humaine consiste à créer et renforcer les moyens de recherche en statistiques biologiques et en traitement des données des centres collaborateurs dans les pays en développement. Son objectif concret est de favoriser l'autonomie en ce domaine des centres qui participent à des projets de recherche, nationaux ou internationaux, individuels ou collectifs. Entre autres mécanismes utilisés à cet effet, le Programme accorde des subventions pour la formation à la recherche en statistiques biologiques et l'informatique, fournit du matériel de traitement des données, organise des stages et détache des chercheurs des centres collaborateurs pour une formation pratique à Genève, au Groupe des statistiques et du traitement des données de l'OMS.

II. AUTRES PROGRAMMES MULTILATÉRAUX DE COOPÉRATION TECHNIQUE

A. Office statistique de la Communauté européenne

1. Coopération avec les pays en développement, 1992-1994

83. La coopération d'Eurostat avec les pays en développement a pris un nouvel élan à la faveur du nouveau programme de travail mis en oeuvre en collaboration avec le réseau du Centre européen de formation des statisticiens des pays en voie de développement, qui est l'agent d'exécution de la plupart des projets d'Eurostat.

84. Les grands domaines d'intervention traditionnels - formation, commerce extérieur et sécurité alimentaire - demeureront la priorité, mais une série de nouveaux projets sont mis au point dans d'autres domaines, notamment la

/...

comptabilité nationale, les prix, le secteur informel, les affaires sociales et la rénovation des systèmes statistiques nationaux.

85. Pendant la période à l'examen, six grands projets ont été mise en place en ce qui concerne les domaines traditionnels:

a) Le projet de formation COMSTAT, approuvé en mars 1994 et doté d'un budget de 10 millions d'écus (unités de compte européennes) environ sur cinq ans, permettra de fournir un appui à un certain nombre d'établissement de formation statistique africains et de financer une série de séminaires et d'ateliers en Afrique et en Europe;

b) Une subvention de 5 millions d'écus au Centre de formation statistique de l'Afrique de l'est, approuvée en janvier 1994, permettra de financer un ensemble de mesures de développement institutionnel et universitaire;

c) Le projet PALOP (pays africains ayant le portugais comme langue officielle), approuvé en 1993 et doté d'un budget de 3,5 millions d'écus, permettra de former des africains lusophones dans le cadre d'un programme de formation de formateurs, de séminaires et ateliers et d'assistance technique;

d) Le logiciel de statistiques du commerce extérieur "Eurotrace" fait l'objet d'une demande croissante; en 1992, un projet d'introduction du logiciel dans la région des pays lusophones a été mis en route et doté d'un budget de 6,5 millions d'écus. Ce projet est étroitement lié à celui du logiciel des douanes ASYCUDA, sur lequel Eurostat est en train de travailler avec la CNUCED;

e) Le projet "Diaper", lancé en 1994 et doté d'un budget de 10 millions d'écus, doit permettre aux Etats membres du Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel de mieux surveiller et prévoir la production agricole; et

f) La sixième phase du projet de comparaison internationale des prix a été lancée pour l'Afrique, avec un budget de 1,65 millions d'écus; Eurostat espère que 23 pays africains participeront à ce projet au cours de ses deux années et demi d'exécution.

86. Les autres activités suivantes, de moindre ampleur, ont été menées à bien: a) projets de développement institutionnel avec les services statistiques de la Côte d'Ivoire et du Liban; b) opération réussie d'enquête sur le secteur informel à Yaoundé (Cameroun), qu'Eurostat espère essayer dans d'autres pays afin de déterminer si la méthode est applicable ailleurs; c) analyse des facteurs d'attraction et de répulsion qui influent sur les migrations entre les pays du pourtour de la Méditerranée et ceux de l'Union européenne; d) mise au point de systèmes de traitement des données

/...

statistiques, dont un sur les balances d'emploi des ressources et les tableaux d'entrées-sorties qui a été essayé en République centrafricaine et qu'Eurostat espère étendre à d'autres pays; et e) remise en route d'une banque de données statistiques à usage interne alimentée par d'autres sources internationales.

2. Activités futures

87. Le principe de subsidiarité qui régit le fonctionnement de l'Union européenne confère une importance primordiale à la coordination et à la coopération avec les Etats membres. Les activités d'Eurostat sont donc coordonnées autant que faire se peut avec celles d'autres organismes statistiques nationaux et internationaux, à la faveur de réunions officielles annuelles ainsi que de contacts bilatéraux assez fréquents.

88. L'élargissement de l'Union européenne amènera à Eurostat plusieurs grands acteurs de la coopération statistique. La coordination sera donc de plus en plus importante et Eurostat déploiera des efforts accrus dans ce sens.

89. En sa qualité de coprésident du Sous-Comité de la formation du Comité de coordination pour le développement de la statistique en Afrique, Eurostat se trouve au coeur du processus de coordination de la formation statistique dans ce continent. Les réunions du Sous-Comité permettent un de procéder régulièrement à des échanges d'information et d'examiner les nouvelles initiatives.

90. A l'avenir, il est prévu: a) d'étendre les activités d'Eurostat aux pays de la Méditerranée et de l'Amérique latine; b) de collaborer avec l'Union économique et monétaire de l'ouest africain (UEMOA) sur les indices des prix à la consommation; c) de soutenir le développement institutionnel des systèmes statistiques en Palestine et dans les pays de l'UEMOA; d) d'appuyer davantage la formation statistique - des projets sont envisagés pour l'Afrique anglophone, les études préliminaires à cet effet étant en cours en Afrique de l'Est et dans la région de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC); e) de perfectionner et appuyer le logiciel "Eurotrace" - un projet d'extension aux pays de l'UDEAC est en cours d'élaboration et l'extension à l'Amérique centrale et à l'Amérique du Sud est sérieusement envisagée; et f) d'élaborer des bilans des besoins en matière de statistiques, question à propos de laquelle Eurostat collabore avec des organismes nationaux et internationaux afin de déterminer comment de tels bilans pourraient être réalisés.

3. Coopération avec les pays d'Europe centrale et orientale, 1992-1994

91. La coopération avec les pays d'Europe centrale et orientale est financée par le programme PHARE³ de l'Union européenne, pour l'essentiel dans le cadre du programme statistique régional. Une assistance est fournie par ce biais aux

/...

pays suivants: Albanie, Bulgarie, Etats baltes (Estonie, Lettonie et Lituanie), Hongrie, Pologne, République tchèque, Slovaquie et Slovénie.

92. Ce programme de coopération comporte deux volets - assistance technique et formation - et recouvre les activités suivantes: voyages d'étude, envoi d'experts et de consultants, séminaires et ateliers et participation à des stages et aux groupes de travail d'Eurostat. Il englobe un large éventail de sujets statistiques: comptabilité nationale, classifications, registres commerciaux, statistiques du commerce extérieur, statistiques des entreprises, prix, statistiques agricoles, statistiques de l'environnement, indicateurs sociaux et traitement des données statistiques. Près d'un millier d'actions de coopération sont menées à bien chaque année.

93. L'objectif du programme est d'aider les bureaux de statistique à développer leurs systèmes statistiques de manière à: a) répondre aux besoins des utilisateurs publics et privés de statistiques en situation d'économie de marché et de démocratie; b) fournir une information pertinente pour le suivi et la gestion du processus de réforme; et c) adopter les méthodes, classifications et normes internationales, européennes en particulier.

94. En janvier 1994, les bureaux de statistique de sept pays d'Europe centrale et orientale (Bulgarie, Hongrie, Pologne, République tchèque, Roumanie, Slovaquie et Slovénie) ont signé avec Eurostat une déclaration commune exprimant leur engagement à s'aligner le plus possible sur les normes statistiques internationales et européennes et à fournir les mêmes données que celles exigées par Eurostat des Etats membres de l'Union européenne. Eurostat collabore de près avec ces sept bureaux de statistique afin de les aider à honorer cet engagement.

95. L'évolution future de la coopération devrait porter sur l'élaboration de projets pilotes avec les bureaux de statistique des pays d'Europe centrale et orientale en vue de produire des résultats comparables concrets dans ces pays tout en leur transférant un précieux savoir faire.

96. Outre le programme régional, plusieurs programmes nationaux importants sont consacrés, en particulier, à la fourniture du matériel de traitement des données nécessaire à la modernisation des systèmes statistiques.

97. L'ex-République yougoslave de Macédoine a par ailleurs bénéficié d'une assistance pour mener à bien un recensement extraordinaire de la population, dont le but essentiel était de déterminer la composition ethnique de cet Etat nouvellement indépendant, contribuant ainsi à la stabilité régionale.

B. Institut international de statistique

98. Aucune description du programme de coopération technique de l'IIS ne saurait être correcte si l'on ne tient pas compte de l'importance accordée de

/...

puis peu à l'enseignement des statistiques. En 1992-1993, le programme d'enseignement des statistiques de l'IIS s'est développé rapidement, regroupant ses activités et élargissant leur portée grâce au rayonnement de la nouvelle section de l'Institut, l'Association internationale pour la formation statistique (AIFS). Celle-ci a elle-même connu bien des "premières" depuis, élisant son premier comité exécutif, qui a tenu sa première réunion trimestrielle à Perugia (Italie), avant la quarante-neuvième session de l'IIS, et tenant sa première assemblée générale au cours de la même session. L'on compte que cette nouvelle section facilitera la fusion des divers groupes qui s'intéressent à l'enseignement des statistiques et constituera donc une instance plus puissante permettant davantage de progrès.

99. Les actes du séminaire de Dublin sur la confidentialité des statistiques ont été établis et Eurostat procède actuellement à leur distribution. Fruit d'une collaboration entre Eurostat et l'IIS, ce séminaire (qui s'est tenu à Dublin, du 8 au 10 septembre 1994) a rassemblé 125 participants venus de 23 pays différents. Des communications ont été présentées sur les divers aspects de la confidentialité, notamment les aspects éthiques, législatifs et technologiques, ainsi que les problèmes concrets, d'ordre mathématique et informatique, de la protection des données et les problèmes spécifiques de la confidentialité des données relatives aux particuliers, aux ménages, aux industries et aux entreprises.

100. Une table ronde sur l'enseignement des statistiques (Lennoxville, Canada, 10-14 août 1992) avait pour thème: "L'analyse des données à l'école: quels enseignants? comment l'enseigner?". Les intervenants, venus de pays développés et en développement, ont donné un aperçu de la situation dans leurs pays respectifs.

101. Au septième congrès international de l'enseignement des mathématiques (Laval, Canada, 17-23 août 1992), que nombre de représentants de l'AIFS et de l'IIS ont pu combiner avec la table ronde susmentionnée, deux sessions ont été consacrées spécifiquement aux problèmes de l'enseignement de la statistique; la première traitait de l'introduction aux statistiques dans les écoles et collèges et la seconde sur les rapports entreprise-université dans l'enseignement de la statistique.

102. A la conférence d'hiver de l'Association des statisticiens américains (ASA), tenue à Louisville (Etats-Unis) du 3 au 5 janvier 1992, les deux sessions coparrainées par l'IIS ont permis de replacer dans une perspective internationale la question de l'enseignement des statistiques. L'IIS a présenté une communication sur l'augmentation des qualifications requises des travailleurs partout dans le monde, phénomène qui impose des connaissances plus vastes en statistiques chez des catégories plus larges de travailleurs. La communication faisait remarquer que les statistiques sont considérées comme une spécialité alors qu'elles devraient faire partie de l'enseignement général et jouer un rôle clé dans la prise des décisions.

/...

103. Une deuxième communication de l'IIS était centrée sur le paradoxe de la situation actuelle, où, alors que les statistiques correspondent à un grand besoin, statistiques et statisticiens inspirent de moins en moins confiance. L'IIS suggérait de concentrer l'action sur l'éducation des utilisateurs des données et sur l'amélioration de la profession de statisticien par la gestion intégrale de la qualité, en mettant l'accent sur les besoins et les attentes des clients. L'on a fait remarquer qu'il fallait d'urgence améliorer tant l'image des statistiques dans le grand public que l'aptitude de tout un chacun à analyser les données; le Comité spécial de l'IIS sur le rôle des statistiques et de statisticiens préparait un rapport sur les mesures possibles dans ce domaine.

104. La première réunion scientifique de l'AIFS, tenue à Perugia (Italie), les 23 et 24 août 1993, avant la quarante-neuvième session de l'IIS, a réuni 160 participants et reçu 36 communications, pour 14 demandées; 13 exposés ont été faits à cette occasion.

105. La quarante-neuvième session de l'IIS (Perugia, Italie, 25 août-3 septembre 1993) a réuni plus de 1 600 participants de toutes les régions du monde et accueilli la première assemblée générale de l'AIFS, le 27 août. Ladite assemblée a confirmé l'élection du Comité exécutif de l'Association pour un mandat de deux ans.

106. Les membres de l'AIFS et de son Comité exécutif et les représentants de l'IIS se sont retrouvés lors de la quatrième Conférence internationale sur l'enseignement des statistiques, tenue à Marrakech (Maroc) du 25 au 30 juin 1994, à l'invitation du Gouvernement marocain, pour présenter les derniers résultats de la recherche scientifique en matière d'enseignement des statistiques; examiner les questions qui intéressent les programmes d'enseignement des statistiques de l'AIFS et de l'IIS; et tracer la voie à suivre pendant le prochain exercice biennal. L'IIS a contribué à la prise en charge des dépenses afférentes à la participation de représentants venus de pays en développement. Les actes de la Conférence ont été établis par les organisateurs locaux et peuvent être obtenus par l'entremise du Bureau permanent de l'IIS.

107. Une conférence sur les perspectives à long terme en matière de statistiques internationales, essentiellement consacrée aux incidences sur le plan statistique de la publication Scanning the Future du Bureau central de statistique des Pays-Bas, a été organisée à Voorburg (Pays-Bas), les 12 et 13 septembre 1994, par l'IIS et le Service central de planification du Bureau susmentionné, en coopération avec Eurostat.

108. L'IIS a mis en route, en coopération avec le Gouvernement des Pays-Bas, un programme de séminaires d'initiation aux statistiques internationales à l'intention des statisticiens en chef qui souhaitent mieux connaître les arrangements internationaux existants en se faisant une idée plus précise du

/...

fonctionnement de ce réseau dont la complexité va grandissant. Des séminaires de ce type ont été organisés individuellement pour de nouveaux chefs de services statistiques, et sont spécialement adaptés aux intérêts propres à chacun d'eux. Ces séminaires ayant lieu au siège du Bureau central de statistique des Pays-Bas, ils donnent aux participants la possibilité de s'informer sur divers aspects des travaux de l'un des meilleurs bureaux de statistique au monde. Les sujets couverts durant le séminaire sont définis sur la base d'un questionnaire adressé préalablement aux participants, mais ces derniers sont informés dans le détail sur l'organisation, les besoins financiers et les méthodes de travail de ce grand organisme international.

109. Au cours de ses trois dernières années d'existence, le Centre de recherche de l'IIS, qui gérait aussi la documentation de la DDB (base de données dynamique), a enregistré d'importants déficits qui ont finalement contraint le Comité exécutif de l'Institut à le fermer. Il a été mis fin à ses activités à compter du 31 décembre 1991. Tout le monde s'étant inquiété de l'avenir des précieux matériaux détenus par le Centre de recherche, il a été proposé au FNUAP d'aider à assurer de manière ordonnée la répartition, la tenue à jour et l'archivage des précieux documents de recherche et matériaux historiques de la DDB en vue de leur distribution et de leur transfert aux organismes qui souhaiteraient les recueillir, le but étant que les futurs chercheurs puissent les consulter. Le FNUAP a accepté cette proposition à la fin de 1992. Pour tirer parti des progrès des techniques de stockage des données, il a été décidé d'utiliser comme support le CD-ROM, qui facilite aussi la copie et la distribution des données. Le fonds de la DDB a donc été distribué à plusieurs organismes internationaux, aux pays participants dont les données figurent sur le CD-ROM et à trois organismes internationaux qui s'occupent de la sauvegarde des données. Des CD-ROM ont été fournis gratuitement aux utilisateurs dans les pays en développement et les pays en transition, ceux des pays développés devant payer une somme modique. Afin de permettre l'archivage de la documentation historique de la DDB, un projet, bénéficiant de l'assistance capitale du FNUAP, a été mis en route pour transcrire les bandes publiques et les distribuer en CD-ROM aux chercheurs et institutions intéressés, partout dans le monde. En outre, toutes les bandes, tant publiques qu'à accès limité, ont été préservées sur leur support d'origine, à des fins d'archivage, de même que la documentation pertinente. Trois organismes, à savoir "Essex Data Archives" du Royaume-Uni, DHS des Etats-Unis d'Amérique et le Bureau central de statistique de Hongrie, ont accepté d'être dépositaire et/ou service de sauvegarde des matériaux de la DDB. L'IIS ne conservera que cinq séries sur CD-ROM, l'ensemble des bandes et autre documentation étant transférés aux organismes d'archives retenus.

110. Pour accroître les qualifications quantitatives dans les régions et les catégories de population qui pourraient tirer le plus parti d'une meilleure connaissance de la science des nombres et de ses applications, l'IIS étudie actuellement les possibilités de lancer un programme mondial de développement des capacités de calcul, dont le but serait de développer les talents de

/...

numération partout dans le monde, en mettant plus particulièrement l'accent sur les jeunes. Ce programme, qui serait calqué sur le Programme mondial d'alphabétisation de l'UNESCO mais à une échelle plus réduite, aurait pour élément central la production et la diffusion internationale d'une série télévisée en cinq parties intitulée "Le monde des nombres". D'autres éléments, la création d'un musée international des nombres par exemple, seront étudiés le cas échéant. Etant donné le caractère ambitieux de ce programme, un délai de trois à cinq ans serait requis pour son exécution.

111. L'AIFS a continué de publier sa rubrique sur l'enseignement des statistiques dans le Bulletin de l'IIS. Paraissant en février, juin et octobre, cette rubrique contient des nouvelles et des annonces sur les réunions, publications et travaux de recherche passés ou à venir, ainsi que des contributions d'intervenants extérieurs.

112. Pour sensibiliser davantage aux activités et programmes de l'AIFS, un nouveau supplément d'information a été joint à la revue de l'enseignement des statistiques Teaching Statistics. Paraissant sous l'égide de l'"Applied Probability Trust", de l'Institut des statisticiens, de la Société royale de statistique et de l'IIS, et s'adressant aux enseignants de statistiques et de mathématiques dont les élèves ont entre 9 et 19 ans, cette revue constitue pour l'AIFS et l'IIS un autre outil de promotion des activités d'enseignement des statistiques.

113. Publiée occasionnellement à l'intention des membres de l'AIFS, l'IASE Review a pour vocation de donner à ces derniers un aperçu général des activités de l'Association, au moment où celle-ci poursuit son développement à un rythme toujours aussi rapide. L'information qui y figure est censée être d'un intérêt durable et pouvoir servir par la suite de référence. Le premier numéro de la revue est paru en novembre 1993.

114. L'AIFS a pris des dispositions pour que l'information destinée ou relative à ses membres soit accessible par l'intermédiaire du Service d'information de la Revue de l'enseignement des statistiques, qui contient des informations et des logiciels et accueille des débats sur les statistiques et leur enseignement. Accessible par le réseau international "Internet", ce service est situé au Département de statistique de l'Université de la Caroline du Nord (Etats-Unis), qui en assure la gestion. Dernière venue dans ce service d'information, l'AIFS communique par ce biais les noms et adresses (postales et électroniques) de ses membres, des informations à jour sur ses publications et réunions et, sous forme électronique référencée, sa revue de l'enseignement des statistiques dans le supérieur.

115. A l'issue du sixième concours des jeunes statisticiens de pays en développement, trois jeunes statisticiens méritants ont pu participer, tous frais payés, à la quarante-neuvième session de l'IIS, les frais en question étant couverts par l'"International Statistics Studiefonds" (Pays-Bas), créé

/...

spécialement au cours de la quarante-cinquième session de l'IIS pour favoriser le développement de la statistique dans les pays en développement. Le Bureau permanent de l'IIS avait reçu plus de 140 demandes de participation au concours et 26 exposés avaient été retenus.

116. Le Directeur général de "Statistiques Pays-Bas" a annoncé que, pour le septième concours, le fonds néerlandais susmentionné accorderait une prime de 5 000 florins à chacun des lauréats, en sus de la prise en charge habituelle des frais.

117. Le Centre international pour l'enseignement de la statistique a été ouvert en 1950, à Calcutta, et est géré par l'IIS et l'Institut indien des statistiques, sous le parrainage de l'UNESCO et du Gouvernement indien. Le Centre dispense une formation, de différents niveaux, en statistiques théoriques et appliquées à des stagiaires venus de pays du Moyen-Orient, de l'Asie du sud et du sud-est et de l'Extrême-Orient ou de pays asiatiques membres du Commonwealth. Il assure également un enseignement annuel régulier d'une durée de dix mois (juin-mars): les premiers huit mois sont consacrés à l'étude des méthodes statistiques générales, y compris un module de six semaines sur les systèmes officiels de statistiques assuré par l'Organisme central de statistique de l'Inde; au cours des deux derniers mois, chaque stagiaire se spécialise dans une branche de la statistique appliquée. L'enseignement prend la forme de conférences, de travaux et devoirs pratiques et d'orientations de lecture. Outre cet enseignement régulier, quelques personnes sont admises de temps à autre, individuellement, à différents cours de spécialisation de durée variable. Des équipements pour la recherche et les études avancées sont aussi mis à la disposition de statisticiens principaux venus d'autres pays. Pour sa quarante-quatrième année d'existence (juin 1991-mars 1993), cet enseignement régulier a été suivi par 20 stagiaires venus de 9 pays différents. Les cours, à tous les niveaux, sont assurés par des membres de l'Institut indien des statistiques, des agents des services statistiques du Gouvernement indien et des enseignants venus d'universités étrangères. Ils comprennent aussi des conférences par l'ONU ou par des institutions spécialisées. Outre les frais de fonctionnement ordinaires du Centre, tels que les frais d'impression des dépliants et des formulaires de candidature, les dépenses de locaux et de personnel, etc., l'IIS a avancé au Centre un montant de 6 355 florins pour l'achat d'un ordinateur PC/XT et de photocopieuses réservés à l'usage exclusif des stagiaires. Dans le cadre de son programme de professeurs invités, le Centre a financé en 1993 la venue d'un professeur de statistique japonais, pour un coût total de 10 500 florins.

118. Tout laisse à penser que l'enseignement des statistiques continuera d'occuper une place importante dans l'éventail des activités de l'IIS. L'AIFS, en particulier, semble promise à une forte croissance et sera certainement à l'avant-garde de l'action de promotion dans ce domaine. Les réunions (cinquième conférence internationale sur l'enseignement des statistiques, réunions connexes de l'AIFS, tables rondes, etc.) et publications (actes,

/...

bulletins, etc.) à venir permettront à l'AIFS de s'acquitter de son mandat et d'attirer de nouveaux membres. L'IIS, pour sa part, prendra la tête de l'effort de mise en place du programme mondial de développement des capacités de calcul dont il a été question plus haut, et est en train d'établir les plans d'une conférence spéciale de deux jours sur l'exactitude et l'actualité des données (provisoirement prévue pour septembre 1996, à Washington).

C. Organisation de coopération et de développement économiques

119. La contribution de l'OCDE à la coopération technique concerne exclusivement les pays à économie en transition. On trouvera des détails à ce sujet dans le programme de travail intégré établi par la CEE/ONU, l'OCDE et Eurostat. Cette coopération est décrite de manière encore plus détaillée (pays par pays) dans les rapports du Comité directeur pour la coordination de l'assistance technique dans le domaine des statistiques aux pays de l'ex-URSS.

120. L'OCDE ne divulgue généralement pas les informations relatives à ses dépenses de personnel et autres renseignements budgétaires. Qui plus est, les activités de l'OCDE en direction des pays à économie en transition sont financées séparément, par le biais d'un centre chargé de la coopération avec ces pays. Son programme de travail est organisé essentiellement par pays, groupes de pays et grands objectifs de programmation. L'OCDE ne dispose pas d'experts régionaux et n'alloue pas de fonds pour l'achat de matériel, et aucun montant distinct pour la formation n'est disponible.

D. Institut interaméricain de statistique

121. Les activités de l'Institut visent à compléter les travaux d'autres organismes sur le développement des statistiques officielles dans les Amériques et à renforcer le rôle de l'Institut dans les activités statistiques universitaires et professionnelles. Ses programmes mettent l'accent sur les publications scientifiques et les réunions techniques.

122. L'Institut collabore au fonctionnement de la Conférence statistique interaméricaine de l'OEA et participe aux réunions des directeurs de services de statistiques organisées par la CEPALC.

123. Le secrétariat de l'Institut et la FAO, en coopération avec l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture, ont organisé la quatrième session d'un groupe de travail commun sur les statistiques agricoles (Buenos Aires, avril 1993). La série de séminaires sur les statistiques appliquées lancée en 1987 à Mar del Plata (Argentine) s'est poursuivie: un quatrième séminaire, sur les applications des méthodes statistiques dans les domaines de la biologie, de la santé et de l'environnement, s'est tenu à Sao Paulo (Brésil) en janvier 1993 et le prochain, consacré aux applications des statistiques dans l'agriculture, doit se tenir en Colombie, en 1995. Une

/...

sélection des documents examinés au cours de ces séminaires est publiée dans la revue de l'Institut.

124. L'Institut a aussi coparrainé le premier Congrès ibéro-américain de statistique et de recherche opérationnelle (Caracas, Espagne, septembre-octobre 1992), organisé par la Société espagnole de statistique et de recherche opérationnelle; le cinquième Congrès latino-américain de statistique mathématique et de calcul des probabilités (Sao Paulo, juin-juillet 1993), organisé par la Société Bernoulli pour la statistique mathématique et le calcul des probabilités; et le deuxième Congrès latino-américain des sociétés de statistique (Buenos Aires, novembre 1993), organisé conjointement par les sociétés de statistique d'Argentine et du Chili, avec la collaboration de celles du Brésil et du Paraguay.

125. Pour 1992-1995, les objectifs de l'Institut demeurent de compléter les travaux d'autres organismes sur le développement des statistiques officielles dans les Amériques et de promouvoir le développement des activités statistiques universitaires et professionnelles, au moyen de publications scientifiques et de réunions techniques.

126. S'agissant des statistiques officielles, l'Institut coopérera avec les bureaux nationaux de statistique des Amériques, en ce qui concerne plus particulièrement les activités liées aux réunions des chefs de services statistiques. Un séminaire sera organisé tous les deux ans dans le cadre de la série susmentionnée de séminaires sur les statistiques appliquées. Une sélection de documents examinés au cours de ces séminaires est publiée dans la revue de l'Institut. En outre, celui-ci coparraine d'autres réunions techniques organisées par des associations scientifiques.

III. QUESTIONS A EXAMINER

127. La commission souhaitera peut-être:

a) faire des observations sur les questions d'ordre mondial ou régional posées par le programme de coopération technique dans le domaine des statistiques, notamment sur la portée et la composition dudit programme;

b) examiner les incidences des nouveaux arrangements relatifs aux dépenses d'appui des organisations pour le programme de coopération technique des Nations Unies dans le domaine statistique et la disponibilité des ressources en vue de sa mise en oeuvre.

/...

Notes

1. Documents officiels du Conseil économique et social, 1993, Supplément No 6 (E/1993/26), par.180 c).
2. Les chiffres indiqués pour la CESAP dans les tableaux de l'annexe ne comprennent pas les dépenses de l'ISAP.
3. Le programme "Pologne-Hongrie: assistance à la reconstruction économique" a d'abord été étendu aux Etats baltes et il couvre aujourd'hui les pays d'Europe centrale et orientale de manière générale.

Annexe

TABLEAUX STATISTIQUES

Tableau A.1. Dépenses du système des Nations Unies,
 par organisation et par grande rubrique de dépenses
 (En milliers de dollars E.-U.)

Organisation et année	Total	Personnel au siège a/	Personnel hors Siège	Formation b/	Matériel	Divers
ONU c/						
1991	30 580	5 123	11 218	4 133	6 876	3 230
1992	19 520	3 960	9 933	2 050	2 338	1 239
1993	17 928	3 552	9 003	1 892	2 249	1 232
1994 d/	18 051	3 841	6 775	3 714	2 326	1 395
FAO						
1991	14 800	2 100	7 480	1 890	2 180	1 150
1992	9 096	731	6 080	615	1 180	490
1993	9 809	723	4 924	1 336	2 381	445
1994 d/	9 131	420	4 654	1 946	1 876	235
OIT						
1991	778	341	412	25	-	-
1992	831	450	300	60	-	21
1993	745	400	300	45	-	-
1994 d/	684	221	338	75	-	50
UNESCO						
1991	623	60	143	134	264	22
1992	1 037	287	226	196	236	92
1993	705	301	242	63	21	78
1994 d/	723	230	41	66	46	340
UPU						
1991	92	-	16	32	44	-
1992	7	-	-	7	-	-
1993	39	-	24	15	-	-
1994 d/	46	-	26	20	-	-
OMS						
1991	9 802	2 336	1 710	4 944	812	-
1992	8 740	3 299	2 851	564	146	1 880
1993	10 536	3 302	2 901	1 067	316	2 950
1994 d/	9 767	3 195	2 589	657	12	3 314

Note: Un trait d'union (-) signifie que la rubrique est sans objet ou que le montant est négligeable.

a/ Secrétariat de l'ONU, commissions régionales et institutions spécialisées.

b/ Les données ne portent pas sur la formation impartie par les conseillers interrégionaux, régionaux et techniques ni par le personnel des projets du fait que ces dépenses sont sous la rubrique "Personnel au siège" et "Personnel hors siège".

c/ Secrétariat de l'ONU et commissions régionales.

d/ Estimations fondées sur le budget pour 1994 en début d'année.

/...

Tableau A.2. Dépenses des Nations Unies par grande rubrique de dépenses
 (En milliers de dollars E.-U.)

Organisation et année	Total	Personnel au siège <u>a/</u>	Personnel hors Siège	Formation <u>b/</u>	Matériel	Divers
ONU (total)						
1991	30 580	5 123	11 218	4 133	6 876	3 230
1992	19 520	3 960	9 933	2 050	2 338	1 239
1993	17 928	3 552	9 003	1 892	2 249	1 232
1994 <u>c/</u>	18 051	3 841	6 775	3 714	2 326	1 395
Secrétariat						
1991	26 760	2 100	11 200	3 635	6 859	2 966
1992	16 876	2 045	9 784	1 480	2 338	1 229
1993	15 499	1 638	8 867	1 569	2 196	1 229
1994 <u>c/</u>	14 371	1 100	6 481	3 102	2 293	1 395
CEA						
1991	2 356	1 876	3	200	17	260
1992	1 073	1 073	-	-	-	-
1993	1 001	1 001	-	-	-	-
1994 <u>c/</u>	1 262	1 262	-	-	-	-
CEE						
1991	..	..	..	..	..	..
1992	96	96	-	-	-	-
1993	144	144	-	-	-	-
1994 <u>c/</u>	345	345	-	-	-	-
CESAP						
1991	853	638	-	215	-	-
1992	942	463	-	469	-	10
1993	768	472	-	295	-	1
1994 <u>c/</u>	1 184	700	-	484	-	-
CESAO						
1991	408	408	-	-	-	-
1992	319	283	-	36	-	-
1993	304	297	-	5	-	2
1994 <u>c/</u>	496	434	-	62	-	-
CEPALC						
1991	203	101	15	83	-	4
1992	214	-	149	65	-	-
1993	212	-	136	23	53	-
1994 <u>c/</u>	393	-	294	66	33	-

Note: Un trait d'union (-) signifie que la rubrique est sans objet ou que le montant est négligeable; deux points (..) signifient que les données ne sont pas disponibles ou ne peuvent pas être distinguées du reste des dépenses.

a/ Secrétariat de l'ONU et commissions régionales.

b/ Les données ne portent pas sur la formation impartie par les conseillers interrégionaux, régionaux et techniques ni par le personnel des projets du fait que ses dépenses sont incluses sous la rubrique "Personnel au siège" et "Personnel hors siège".

c/ Estimations fondées sur le budget pour 1994 en début d'année.

Tableau A.3. Dépenses du système des Nations Unies,
par organisation et par région
(En milliers de dollars E.-U.)

Organisation et région <u>a/</u>	1991	1992	1993	1994 <u>b/</u>
ONU (Secrétariat)				
Total	26 760	16 876	15 499	14 371
Afrique	14 694	9 000	7 937	7 361
Asie	3 980	2 072	1 368	2 153
Moyen-Orient et Europe <u>c/</u>	6 511	4 268	5 089	4 394
Amériques	1 575	1 536	1 105	463
ONU (commissions régionales)				
Total	3 820	2 644	2 429	3 680
CEA	2 356	1 073	1 001	1 262
CEE	..	96	144	345
CESAP	853	942	768	1 184
CESAO	408	319	304	496
CEPALC	203	214	212	393
FAO				
Total <u>d/</u>	14 800	9 096	9 809	9 131
Afrique	10 300	5 438	4 335	4 059
Asie et Pacifique	2 900	2 571	4 396	3 926
Asie occidentale	90	163	167	259
Amérique latine et Caraïbes	910	524	421	167
Monde entier	600	400	490	720
OIT				
Total	778	831	745	684
Afrique <u>e/</u>	330	700	500	239
Asie <u>e/</u>	114	21	60	150
Moyen-Orient	103	10	20	80
Amérique latine	-	40	15	15
Europe	-	60	150	200
Divers	231	-	-	..

/...

Tableau A.3. (suite)

Organisation et région <u>a/</u>	1991	1992	1993	1994 <u>b/</u>
UNESCO				
Total	623	1 037	705	723
Afrique	106	316	275	513
Asie	466	645	385	152
Pays arabes	14	16	12	27
Amérique latine et Caraïbes	26	60	33	31
Divers	11	-	-	-
UPU				
Total	92	7	39	46
Afrique	41	7	25	37
Asie et Pacifique	41	-	-	-
Pays arabes	-	-	14	9
Amérique latine et Caraïbes	-	-	-	-
Europe	10	-	-	-
OMS				
Total	9 802	8 740	10 536	9 767
Afrique	1 226	759	1 077	890
Pacifique occidentale	1 160	648	894	363
Asie du Sud-Est	2 245	1 478	2 220	2 694
Méditerranée orientale	1 099	543	1 224	544
Europe	612	752	881	1 148
Amérique latine et Caraïbes	3 460	4 560	4 240	4 128

Note: Un trait d'union (-) signifie que la rubrique est sans objet ou que le montant est négligeable; deux points (..) signifient que les données ne sont pas disponibles ou ne peuvent pas être distinguées du reste des dépenses.

a/ Les regroupements régionaux peuvent varier selon l'organisation.

b/ Estimations fondées sur le budget pour 1994 en début d'année.

c/ Y compris les projets régionaux et interrégionaux.

d/ Y compris l'assistance fournie dans le domaine des statistiques en matière de foresterie et de pêcheries.

/...

Tableau A.4. Dépenses du système des Nations Unies,
par organisation et par domaine d'activité
(En milliers de dollars E.-U.)

Organisation et et domaine d'activité	1991	1992	1993	1994 <u>b/</u>
ONU <u>b/</u>				
Statistiques multisectorielles	1 331	1 277	2 255	759
Comptabilité nationale et autres statistiques économiques	3 821	3 308	2 520	2 321
Statistiques démographiques <u>c/</u>	19 920	12 593	10 831	13 446
Traitement des données et informatique	4 322	1 738	1 818	1 052
Divers	983	390	292	80
Total	30 377	19 306	17 716	17 658
FAO				
Statistiques multisectorielles	11 760	5 461	4 851	4 039
Comptabilité nationale et autres statistiques économiques	-	2 270	3 355	3 345
Statistiques démographiques <u>c/</u>	-	-	-	-
Traitement des données et informatique	3 040	1 365	1 603	1 747
Divers	-	-	-	-
Total	14 800	9 096	9 809	9 131
OIT				
Statistiques multisectorielles	-	-	-	-
Comptabilité nationale et autres statistiques économiques	-	-	-	-
Statistiques démographiques <u>c/</u>	-	-	-	-
Traitement des données et informatique	-	-	-	-
Divers <u>d/</u>	778	831	745	684
Total	778	831	745	684
UNESCO				
Statistiques multisectorielles	-	-	-	-
Comptabilité nationale et autres statistiques économiques	-	-	-	-
Statistiques démographiques <u>c/</u>	-	-	-	-
Traitement des données et informatique	-	-	-	-
Divers <u>e/</u>	623	1 037	705	723
Total	623	1 037	705	723

/...

Tableau A.4 (suite)

Organisation et et domaine d'activité	1991	1992	1993	1994 <u>b/</u>
UPU				
Statistiques multisectorielles	-	-	-	-
Comptabilité nationale et autres statistiques économiques	-	-	-	-
Statistiques démographiques <u>c/</u>	-	-	-	-
Traitement des données et informatique	58	-	-	-
Divers	34	7	39	46
Total	92	7	39	46
OMS				
Statistiques multisectorielles	-	-	-	-
Comptabilité nationale et autres statistiques économiques	-	-	-	-
Statistiques démographiques <u>c/</u>	-	-	-	-
Traitement des données et informatique	302	-	180	10
Divers <u>f/</u>	9 500	8 740	10 356	9 757
Total	9 802	8 740	10 536	9 867

Note: Un trait d'union (-) signifie que la rubrique est sans objet ou que le montant est négligeable.

a/ Estimations fondées sur le budget pour 1994 en début d'année.

b/ Secrétariat de l'ONU et commissions régionales, à l'exclusion de la CEPALC.

c/ Y compris les recensements de population, la cartographie des recensements et des enquêtes, les sondages et enquêtes, les enquêtes sur les ménages et les statistiques concernant les femmes.

d/ Statistiques du travail.

e/ Domaines de l'éducation, de la technologie et domaines liés à la culture.

f/ Statistiques du secteur de la santé relatives à l'épidémiologie, aux services de santé et aux ressources consacrées à la santé.

Tableau A.5. Dépenses de l'Organisation des Nations Unies,
 par domaine d'activité
 (En milliers de dollars E.-U.)

Organisation et et domaine d'activité	1991	1992	1993	1994 <u>b/</u>
Secrétariat				
Statistiques multisectorielles	1 331	1 233	2 212	677
Comptabilité nationale et autres statistiques économiques	3 294	2 748	2 054	1 571
- Comptabilité nationale, questions financières et prix	391	336	287	659
- Commerce extérieur, transport et énergie	1 002	500	380	31
- Autres statistiques économiques	1 901	1 912	1 387	881
Statistiques démographiques <u>b/</u>	18 192	11 523	9 798	11 589
- Statistiques démographiques et sociales	4 059	3 334	3 262	4 736
- Recensements de population	13 514	7 514	6 192	6 414
- Cartographie des recensements et des enquêtes	467	529	305	305
- Sondages et enquêtes	152	146	39	134
Traitement des données et informatique	3 943	1 372	1 435	534
Divers	-	-	-	-
Total	26 760	16 876	15 499	14 371
CEA				
Statistiques multisectorielles	-	-	-	-
Comptabilité nationale et autres statistiques économiques	163	101	103	105
Statistiques démographiques <u>b/</u>	1 151	796	720	975
Traitement des données et informatique	229	176	178	182
Divers	813	-	-	-
Total	2 356	1 073	1 001	1 262
CEE				
Statistiques multisectorielles	..	44	43	82
Comptabilité nationale et autres statistiques économiques	..	24	24	164
Statistiques démographiques <u>b/</u>	..	-	-	22
Traitement des données et informatique	..	28	77	77
Divers	..	-	-	-
Total	..	96	144	345

/...

Tableau A.5 (suite)

Organisation et et domaine d'activité	1991	1992	1993	1994 <u>b/</u>
CESAP				
Statistiques multisectorielles	-	-	-	-
Comptabilité nationale et autres statistiques économiques	236	298	209	295
Statistiques démographiques <u>b/</u>	447	254	269	744
Traitement des données et informatique	-	-	-	65
Divers	170	390	290	80
Total	853	942	768	1 184
CESAO				
Statistiques multisectorielles	-	-	-	-
Comptabilité nationale et autres statistiques économiques	128	137	130	186
Statistiques démographiques <u>b/</u>	130	20	44	116
Traitement des données et informatique	150	162	128	194
Divers	-	-	2	-
Total	408	319	304	496
CEPALC				
Statistiques multisectorielles	..	..	..	..
Comptabilité nationale et autres statistiques économiques	..	..	..	..
Statistiques démographiques <u>b/</u>	..	..	..	..
Traitement des données et informatique	..	..	..	..
Divers	..	..	..	..
Total	203	214	212	393
Total ONU	30 580	19 520	17 928	18 051

Note: Un trait d'union (-) signifie que la rubrique est sans objet ou que le montant est négligeable; deux points (..) signifient que les données ne sont pas disponibles ou ne peuvent pas être distinguées du reste des dépenses.

a/ Estimations fondées sur le budget pour 1994 en début d'année.

b/ Y compris les statistiques sociales, les recensements de population, la cartographie des recensements et des enquêtes, les sondages et enquêtes, les enquêtes sur les ménages et les statistiques concernant les femmes.
